

Les crédits

entier que, les phoques mangent en réalité une quantité énorme de poissons.

Pourquoi le gouvernement ne paie-t-il pas pour transmettre ce message? Il n'hésite pas à financer une multitude d'autres annonces.

M. Kilgour: Il n'a pas de courage.

Mme Campbell (South West Nova): Il manque de courage, c'est exact.

Les ministères de l'Environnement, des Pêches et des Affaires extérieures devraient faire paraître une annonce dans les journaux pour soutenir l'effort de la côte est. Autrement, nous verrons un autre reportage comme celui qui a été présenté hier aux actualités nationales, où des Allemands ont analysé la question du bois d'oeuvre et déclaré que nous avons tort d'agir comme nous le faisons.

D'ailleurs, cela se produira partout au Canada si ce gouvernement ne commence pas à agir de façon responsable et à défendre nos industries ainsi que nos ressources du secteur primaire.

Il pourrait, par exemple, publier une annonce pleine page, analogue à celle publiée par le Fonds international pour la défense des animaux dans le *Globe and Mail* et probablement dans d'autres journaux cette semaine, qui a fait plus de mal que de bien et qui n'a pas tenu compte du fond de la question.

Je terminerai en disant que ce gouvernement a la capacité nécessaire. Il a la capacité au Canada, au ministère des Affaires extérieures ainsi qu'au ministère des Pêches et des Océans de venir en aide à nos pêcheurs. Il en a la capacité.

Nous possédons des navires. Nous ne possédons peut-être pas de navires au sens où l'entendrait la politique de défense nationale, parce que nous n'avons pas de politique de défense nationale, mais nous possédons des navires que nous pourrions affecter là-bas. Nous avons des avions qui pourraient effectuer une certaine surveillance de la même façon qu'ils le font à l'intérieur de la limite des 200 milles.

Nous devrions invoquer ce pouvoir que confère la Convention du droit de la mer, si nous la ratifions, de prendre en charge le contrôle des ressources biologiques qui appartiennent légitimement aux Canadiens.

M. Ross Belsher (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement la députée qui vient de parler.

Soit dit en passant, je trouve étrange qu'elle puisse dire à la Chambre que le gouvernement a le pouvoir d'empêcher qu'une annonce soit publiée dans les journaux. J'ai entendu ce qu'elle a dit. Voici les mots qu'elle a employés: «Il aurait dû l'arrêter, ne pas la permettre.»

La dernière fois que j'ai vérifié, nous vivions encore dans une démocratie où il y a «liberté de parole». Je pense que la députée fait du tort à la côte est lorsqu'elle insinue que ce genre de chose est possible.

M. Mills: Elle a dit «protester».

M. Belsher: Je sais ce que la dame a dit. J'écoutais et c'est pour cela que je me suis levé pour intervenir.

M. Kilgour: Remarque sexiste.

M. Belsher: Non. C'est une bonne amie à moi, dans la mesure où l'on peut être amis entre membres de partis opposés.

Ce dont nous parlons aujourd'hui, c'est du secteur des pêches, un secteur qui nous inquiète tous. Les scientifiques étaient bien peu rassurants, quand ils nous disaient que la masse des reproducteurs n'était que de 270 000 tonnes. Maintenant, ils ont ramené cela à 130 000 tonnes de morues de 7 ans et plus. Ils ont aussi réduit leurs estimations des autres parties de la biomasse.

Voici ma question à la députée: À la lumière de cela, qu'aurait pu faire d'autre le gouvernement à l'intérieur de sa zone de contrôle de 200 milles, en plus des mesures déjà prises?

Mme Campbell (South West Nova): Monsieur le Président, si j'ai dit «arrêter» et «permettre», ce n'est pas que je présume que la Chambre devrait arrêter ou refuser de permettre la publication de quelque chose dans les journaux, comme cela s'est fait parfois, cependant.

Je dirais que j'aurais souhaité que le bureau d'édition du *Globe and Mail* fasse preuve d'un peu plus de bon sens. Ce que je voulais dire, c'est que le gouvernement du Canada—ce ne sont pas les pêcheurs qui peuvent financer, ils sont toujours en train de payer... C'est un fait que le nombre de phoques devrait être réduit, parce qu'ils consomment d'énormes quantités de poisson.

À propos de votre question sur ce qui aurait pu être fait d'autre, je dirais que ce qui va se passer, je l'ai vu se produire en Nouvelle-Écosse, lorsque le gouvernement, sans avoir fait d'études, a dit: «Vous devez cesser de pêcher, car les stocks ne peuvent le supporter et il y a une surcapacité de pêche.»

• (1730)

Ce qui va arriver, c'est que les pêcheurs auront eu tellement de difficultés financières que, cette année, il n'en restera presque plus, parce qu'ils auront dû vendre leurs quotas—une décision du ministère—à des sociétés.